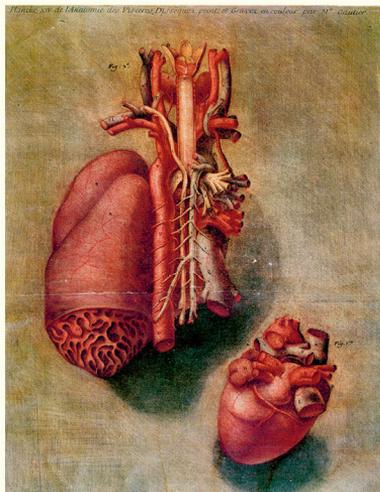


ÇA IRA (1) *FIN DE LOUIS*

Joël Pommerat



MOLIÈRE DE L'AUTEUR
MOLIÈRE DU METTEUR EN SCÈNE
MOLIÈRE DU SPECTACLE DU THÉÂTRE PUBLIC
2016

ACTES SUD - PAPIERS

PRÉSENTATION

Ça ira (1) Fin de Louis est une fiction politique contemporaine inspirée de la Révolution française. Saisissant cette histoire fondatrice de notre société, Joël Pommerat décrit presque au jour le jour l'avènement et l'événement de la démocratie.

“ACTES SUD – PAPIERS”

Collection dirigée par Claire David

JOËL POMMERAT

Né en 1963, Joël Pommerat, auteur et metteur en scène, a fondé la compagnie Louis Brouillard en 1990. Au théâtre, comme pour ses collaborations à l'opéra, il a la particularité de ne mettre en scène que ses propres textes. Toute son œuvre est publiée chez Actes Sud-Papiers.

Illustration de couverture : Le Cœur, tiré de *Anatomie des viscères, disséquées, peintes et gravées* par Arnaud Éloi Gautier d'Agoty / Musée d'Histoire de la médecine, Paris, France / Archives Charmet / Bridgeman Images

© ACTES SUD, 2016

ISSN 0298-0592

ISBN 978-2-330-06439-6

ÇA IRA (1)
FIN DE LOUIS

Joël Pommerat

ACTES SUD - PAPIERS

PERSONNAGES

Roi

Reine

Élisabeth, sœur du roi

Conseiller du roi

Chef du protocole

Garde des Sceaux

Muller, Premier ministre

Jobert, conseiller du Premier ministre

Decroy, archevêque de Narbonne, représentant de l'Église
puis député

Versan de Faillie, représentante de la noblesse puis députée

Dumont Brézé, représentant de la noblesse puis député

De Lacanaux, député de la noblesse

Marbis, député de la noblesse

Du Réau, député de la noblesse

Carray, membre du tiers état puis député

Boberlé, député du tiers état

Gigart, député du tiers état puis président de l'Assemblée

Lagache, député du tiers état

Lefranc, députée du tiers état

Cabri, député du tiers état
Camus, députée du tiers état
Ménonville, député du tiers état
Boulay, députée du tiers état
Hersch, députée du tiers état
Lamy, député du tiers état, président de l'Assemblée
 puis maire de Paris
 Possion Laville, député du tiers état
Boudin, député du tiers état puis président de l'Assemblée

Secrétaire de séance
 Des hommes
 Des femmes
 Journaliste
 Des militaires
 Militaire étranger
 Homme au micro
 Employé de l'Hôtel de Ville de Paris
 Membre de la police citoyenne
Kristoff Hémé, membre du tiers état, journaliste radical
Marie Sotto, membre du tiers état, journaliste radicale

À Versailles, une grande salle de conférences. Le roi entre sous les applaudissements.

ROI. Mesdames messieurs, je vous souhaite la bienvenue. Je vous ai donc rassemblés aujourd'hui ici pour vous faire part de mes importants projets et aussi pour recueillir vos précieux conseils. Mon désir, ainsi que celui de mon gouvernement, est simple. Il consiste à essayer de résoudre de façon énergique la très grave crise que nous traversons actuellement. Je ne vous cacherai pas que notre principale préoccupation aujourd'hui est d'augmenter considérablement les revenus de notre État qui n'ont pas cessé de se dégrader depuis plusieurs décennies. Je voudrais vous remercier par avance du zèle que vous allez engager dans cette importante mission de conseil au service de notre pays. Je vous laisse avec mon ministre en charge des finances qui va vous exposer plus précisément mes intentions. Que Dieu nous garde. Vive la monarchie française. Vive la France.

Vifs applaudissements.

PREMIER MINISTRE. Mesdames messieurs, quand il y a quatre ans j'ai pris en charge l'administration des finances, l'endettement de notre pays était déjà comme vous le savez parvenu à un point très critique. Depuis un an j'ai travaillé à une connaissance encore plus approfondie de la situation. Je dois le confesser devant vous, le déficit de notre budget s'est encore aggravé cette année. Il atteindra en fin d'exercice la somme considérable de cent neuf milliards. (*Murmures d'étonnement dans la salle.*) Si nous laissons les choses persister, il est certain que dans quelques années la maladie de nos finances atteindra un stade incurable. Cela d'autant que notre dette générale cumulée approche, elle, actuellement les six cent cinquante milliards.

(Murmures d'étonnement dans la salle.) Je voudrais commencer à dévoiler devant vous les grands principes de la réforme que nous voudrions engager afin de remédier à cette situation. Il nous est apparu que l'unique solution pour résoudre un déficit aussi insupportable et dangereux pour notre avenir consiste en une refonte intégrale de la fiscalité de notre pays. Depuis quelques années déjà notre système fiscal est ressenti par une importante majorité de la population comme injuste et certainement dépassé. De surcroît il favorise les catégories les plus aisées, celles qui pourraient le mieux soutenir les intérêts de notre pays, et fait peser les charges les plus lourdes sur les classes productives. Certainement qu'une réforme aussi considérable, que je vais vous demander d'étudier avec moi, ne serait pas envisageable sans un roi dynamique, et surtout courageux, qui n'a d'autre ambition que le bien public. Pendant toutes ces journées où nous serons occupés à étudier dans le détail cette réforme, vous aurez à l'esprit, j'en suis certain, que c'est le destin de notre Nation qui est en jeu et que des moyens ordinaires n'auraient pas été appropriés à une telle ambition. Je vous remercie de votre attention.

Applaudissements peu nourris.

GARDE DES SCEAUX *(s'adressant à la salle)*. Le roi autorise quelqu'un de l'assistance à prendre la parole.

REPRÉSENTANT DE L'ÉGLISE *(depuis la salle, se levant de son siège)*. Mes respects Majesté. Archevêque de Narbonne représentant ici l'Église de France. Ma question s'adresse au Premier ministre. Monsieur le Premier ministre, je suis véritablement sidéré par les chiffres du déficit que vous venez d'annoncer. Comme nous tous ici je crois, je n'arrive pas à dépasser le stade de la surprise. Il y a à peine cinq ans, on nous annonçait des excédents budgétaires et aujourd'hui pour justifier des mesures qui paraissent bien révolutionnaires vous nous annoncez un bilan apocalyptique. Entre le bilan de votre prédécesseur d'il y a cinq ans et le vôtre, il y en a certainement un qui est douteux, vous ne pensez pas ?

PREMIER MINISTRE. L'un des deux, certainement, vous avez raison, et celui que je viens porter à votre connaissance est, je vous le garantis, nettement plus sûr que l'autre. Je vous laisse d'ailleurs
